



Céline SCHOENI, *Travail féminin : retour à l'ordre !
L'offensive contre le travail des femmes durant la crise
économique des années 1930*

Lausanne, Éditions Antipodes, 2012

Siân Reynolds



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11727>
ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013
Pagination : 327-329
ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Siân Reynolds, « Céline SCHOENI, *Travail féminin : retour à l'ordre ! L'offensive contre le travail des femmes durant la crise économique des années 1930* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 38 | 2013, mis en ligne le 15 janvier 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/11727>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Céline SCHOENI, Travail féminin : retour à l'ordre ! L'offensive contre le travail des femmes durant la crise économique des années 1930

Lausanne, Éditions Antipodes, 2012

Siân Reynolds

RÉFÉRENCE

Céline SCHOENI, *Travail féminin : retour à l'ordre ! L'offensive contre le travail des femmes durant la crise économique des années 1930*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2012, 622 p.

- 1 Issu d'une thèse soutenue à l'université de Lausanne, le livre de C. Schoeni est un ouvrage dense traitant d'une question en apparence limitée, mais qui s'insère dans la longue histoire de la division sexuelle du travail : celle des femmes fonctionnaires – institutrices ou autres employées des autorités publiques – lors de la crise des années 1930. L'auteur s'est concentré sur la Suisse et la France comme cas d'études. Le titre, qui suggère une synthèse plus vaste, aurait peut-être pu indiquer plus clairement qu'il s'agit surtout de cette catégorie spécifique de femmes, et uniquement dans ces deux pays. Il est vrai qu'au centre de l'analyse se trouve le Bureau International du Travail (BIT), sis à Genève, qui opère sur la scène internationale.
- 2 Ces réserves sur le titre mises de côté, on peut saluer un ouvrage très solidement construit et clairement balisé. Son destin est sans doute d'être consulté plus souvent que lu, mais on s'y retrouve facilement. La première partie (3 chapitres) prend la forme d'un tour d'horizon sur : « le problème » du travail féminin, concept accepté par la plupart des commentateurs de l'époque ; sur les travaux du BIT, d'où émerge la personnalité très influente de Marguerite Thibert, responsable du travail « des femmes et des enfants » ; et

sur les associations féministes internationales, qui luttent, en ordre dispersé d'ailleurs, pour que les femmes (surtout les fonctionnaires/ employées) aient droit au travail, lors d'une conjoncture difficile où l'on murmure qu'elles usurpent le travail des hommes.

- 3 La deuxième partie examine dans le détail l'offensive contre le travail des femmes fonctionnaires en Suisse, dans un contexte fédéral qui laisse de la place aux solutions diverses. La troisième partie répète l'exercice pour la France des années 1930, faisant ressortir de grandes différences avec la Suisse (plus grande instabilité sociale et politique, contraste entre l'approche du gouvernement Laval et celle du Front Populaire, statut national des fonctionnaires), mais aussi une certaine convergence sur le fond de la question. L'étude repose sur un nombre immense de sources manuscrites ou d'époque, dépouillées dans les archives du BIT et ailleurs, et sur la presse féminine/féministe.
- 4 Qu'apporte cette thèse de nouveau aux analyses existantes de ces catégories de femmes dans l'entre-deux-guerres ? Pour la France, nous avons entre autres celles de Linda L. Clark, Delphine Gardey, Laura Lee Downs, Anne-Marie Sohn, Guy Thuillier, Sylvie Zerner, ainsi que beaucoup de synthèses. La littérature sur la Suisse est sans doute moins connue à l'étranger, mais la bibliographie exhaustive citée par C. Schoeni démontre la richesse des publications des vingt ou dix dernières années, notamment celles de Brigitte Studer. Pour beaucoup de lecteurs/lectrices hors de la Suisse, ce livre offre donc précisément une rare occasion de voir plus clair dans l'histoire des femmes suisses. Un point fort du livre est de confronter les expériences suisse et française (le transnational), et de les situer dans un même contexte (international).
- 5 En deuxième lieu, C. Schoeni met en lumière non seulement les mécanismes du BIT et son histoire d'intervention, mais aussi le rôle encore assez mal connu des associations internationales de femmes (dont le degré de « féminisme » varie beaucoup) dans les années 1930. On suit de très près les querelles entre les féministes dites « protectionnistes », soutenues à Genève, qui s'occupent des conditions du travail des femmes, et les « égalitaires » qui luttent pour le droit au travail sans entraves. Une des révélations du livre, d'ailleurs, est le rôle joué par l'Open Door International, égalitaire et minoritaire, fondé par l'Écossaise Chrystal Macmillan, qui combat sans merci les positions jugées trop faibles du BIT, et de la formidable Marguerite Thibert – les deux parties étant de bonne foi, mais divisées sur les solutions préconisées. (Il faut dire qu'un index beaucoup plus élargi aurait permis aux lecteurs/lectrices de mieux cerner les activités des douzaines d'associations citées.)
- 6 Sur le fond de la question, l'apport de la thèse de Céline Schoeni repose dans son analyse fine non seulement des conséquences pratiques de mesures prises par les autorités publiques, mais aussi d'un discours généralisé, déstabilisant pour l'emploi féminin en général et surtout dans le secteur tertiaire. Comme elle l'observe, même au plus fort de la crise, les femmes continuent souvent d'occuper des emplois de fonctionnaires. Plutôt que de les en chasser, il s'agit souvent de précariser leurs conditions de travail et de mettre en question la légitimité de leur travail hors de la maison. Elles se trouvent au centre de plusieurs discours – sur l'économie, sur la famille, et sur la qualification. Que ce soient les institutrices mariées, ciblées en Suisse, ou les femmes fonctionnaires qualifiées, visibilisées en France par les décrets Laval, elles sont l'objet de multiples « compromis » qui tendent à renforcer « une norme sociale », « le modèle de l'homme pourvoyeur de la famille » (p. 559). À ce propos l'auteur aurait pu citer le cas célèbre de Suzanne Borel, fonctionnaire très qualifiée au quai d'Orsay, mais privée de poste consulaire, car n'ayant pas de citoyenneté.

- 7 Pendant l'entre-deux-guerres, vu ce qui se passait ailleurs, la France et la Suisse n'étaient pas des pays où le travail des femmes avait à se confronter aux mesures les plus dures. Mais ni les discours des années 1930, ni les réalités sur le terrain n'ont entièrement disparu, observe Céline Schoeni, puisque le BIT annonçait en 2009 que l'impact de la crise actuelle « risque d'être plus néfaste pour les femmes que pour les hommes » (p. 560).
-

AUTEURS

SIÂN REYNOLDS

Université de Stirling